

Transcription de l'interview de Jordi Pujol i Soley (Barcelona, 19 mars 2010)

Source: Interview de Jordi Pujol i Soley / JORDI PUJOL I SOLEY, Cristina Blanco Sío-López, prise de vue : Alexandre Germain.- Barcelone: CVCE [Prod.], 19.03.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (00.56:38, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_jordi_pujol_i_soley_barcelona_19_mars_2010-fr-768ab610-5d50-49bb-8cbc-f450c8d6d94c.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Transcription de l'interview de Jordi Pujol i Solel (Barcelone, 19 mars 2010)

Table des matières

1. Formation européeniste et parcours politique et professionnel.....	1
2. Les idées fédéralistes et l'évolution d'un sentiment européeniste en Espagne et en Catalogne.....	3
3. Les principes d'une Constitution européenne et le modèle européen de l'État-providence.....	4
4. Les «quatre moteurs de l'Europe», le Comité des régions et le rôle des partis et initiatives nationalistes catalans dans ce cadre.....	6
5. Le traité de Lisbonne et les défis européens de l'élargissement, de la politique euro-méditerranéenne et de la politique d'immigration.....	8
6. Les éléments constitutifs d'une identité européenne commune.....	11

1. Formation européeniste et parcours politique et professionnel

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais d'abord vous remercier pour votre amabilité et votre disponibilité. C'est un honneur pour nous d'avoir cet entretien avec vous, ardent défenseur de la richesse, de la diversité et de la culture européennes. Permettez-moi de commencer par cette question: qu'est-ce qui a été à l'origine de votre intérêt pour une dimension européenne de la politique?

[Jordi Pujol i Solel] En fait, j'ai été européeniste depuis toujours, depuis mon enfance, pour ainsi dire. Pour commencer, j'ai été imprégné d'une forte influence culturelle française et allemande: j'ai fréquenté l'école allemande mais j'ai tissé des liens profonds avec la France, la culture et la langue françaises. Ce contexte était évidemment favorable à l'européanisme. De plus, depuis que je suis tout jeune, l'histoire m'a passionné. C'est ainsi que j'ai compris que l'Europe, au-delà des conflits qu'elle a constamment connus, possédait un fond commun. Ensuite, alors que je n'avais encore que 16 ans, j'ai été fort impressionné par le discours prononcé par Churchill à Zurich en 1946 sur le thème de l'Union européenne. Dans ma jeunesse, j'ai aussi lu un livre de Coudenhove-Kalergi qui m'a profondément marqué: *Panuropa*, une vision un peu utopique qui a été ma première vision de l'Europe, qui serait un peu comme les États-Unis d'Europe. Je sais que cela est impossible, je l'ai vite compris, mais enfin... C'est donc tout ce contexte historique, littéraire et politique qui m'a influencé. Bien sûr, l'Europe de 1945, 1946 et 1947 faisait peine à voir et j'étais d'accord avec ce que disaient Churchill, Adenauer, Schuman, De Gasperi et Jean Monnet, à savoir que si l'Europe ne s'unifiait pas, non seulement elle ne se reconstruirait mais aussi elle ne trouverait pas sa place dans le monde.

[Cristina Blanco Sío-López] Dans quelle mesure avez-vous été marqué par ce voyage initiatique que vous avez fait à Strasbourg en 1948?

[Jordi Pujol i Solel] Comme depuis mes 16 ans, depuis 1946, j'étais européeniste, quand l'occasion s'est présentée de sortir du pays, je l'ai saisie et suis donc parti à Strasbourg pour un mois. À l'époque, à cause de la dictature, il était pourtant extrêmement difficile d'obtenir un passeport pour sortir d'Espagne. Mon père m'a dit: «Où veux-tu aller?». À quoi j'ai répondu: «À Strasbourg». Pourquoi à Strasbourg? Parce que Strasbourg est un lieu où se conjuguent les cultures allemande et française: j'avais déjà eu ces deux influences, je dominais ces deux langues et j'avais lu Goethe, par exemple, qui avait été étudiant à l'université de Strasbourg. J'avais une certaine idée de qui était Herder, qui avait été professeur à Strasbourg. Bref, je le répète, j'étais également fort imprégné de culture française. Je suis donc parti pour Strasbourg, pour ainsi dire le berceau de cet européenisme. J'ai aussi été à Paris, mais mon voyage principal a été à Strasbourg. Des années plus tard, je suis

également allé à Bruxelles. À ce moment, Bruxelles n'était pas encore la capitale de l'Europe. Je suis allé dans cette ville pour d'autres raisons, dont certaines n'étaient pas sans rapport avec l'Europe. En effet, depuis son indépendance en 1830, la Belgique a joué en quelque sorte un rôle de plaque tournante, un lieu autour duquel évoluaient beaucoup de choses relatives à l'Europe. En plus, cela m'intéressait de voir un pays européen qui fonctionnait bien. La France en était aussi un exemple, mais la Belgique était plus petite et, par ailleurs, je portais un intérêt à ce pays parce que j'en avais reçu des influences par le biais des mouvements catholiques spécialisés: la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), la JIC (Jeunesse indépendante chrétienne), etc.; tout cela était très concentré en Belgique, avec l'abbé Cardijn, etc. Enfin, en tant que nationaliste catalan, j'étais curieux de voir comment fonctionnait la cohabitation entre Flamands et Wallons du point de vue politique, linguistique et autre. Pour toutes ces raisons, Bruxelles a été la destination de mon second voyage. Par la suite, j'ai voyagé à peu près dans toute l'Europe.

[Cristina Blanco Sío-López] Cette relation entre Flamands et Wallons vous a-t-elle inspiré des idées qui pourraient s'appliquer au cas de l'Espagne?

[Jordi Pujol i Soley] À l'époque, la relation entre Wallons et Flamands était différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Les uns et les autres, ainsi que la Ville de Bruxelles, ont maintenant beaucoup plus d'autonomie ou de souveraineté qu'en 1953. Cela a changé radicalement. Quoi qu'il en soit, pour le flamand, qui avait été une langue disons négligée, isolée et méprisée, et les Flamands, qui avaient vécu dans une certaine infériorité en Belgique jusqu'à dans les années 1930, la situation était déjà devenue bien meilleure que celle que nous connaissions en Catalogne. Aujourd'hui aussi la situation des deux régions est très différente. De nos jours, les Flamands jouissent de droits bien plus reconnus que les Catalans, même si la Catalogne connaît une situation meilleure qu'à l'époque dont nous venons de parler.

[Cristina Blanco Sío-López] Je souhaiterais que vous nous parliez de certains événements clés, de vos impressions sur le voyage que vous avez réalisé en Hongrie en 1989 et de votre rencontre avec Milan Kučan, le président slovène, en 1991. Comment avez-vous été marqué par ces personnes et ces événements qui ont changé l'actualité de l'Europe?

[Jordi Pujol i Soley] Le voyage en Hongrie et la rencontre avec le président Kučan... Ce sont deux événements bien distincts. Par l'intermédiaire de l'Assemblée des régions d'Europe, j'avais des contacts avec toutes les entités non étatiques, par exemple la Slovénie, la Croatie et la Slovaquie. En particulier avec la Slovénie car c'était un pays avec lequel nous avons certaines affinités. Au moment où le grand conflit yougoslave a éclaté, c'était Milan Kučan, un ancien de l'époque communiste, qui était président de la Slovénie. J'avais déjà parlé quelques fois à cet homme: j'avais déjà été à Ljubljana, où j'avais donné une conférence à l'université, etc. Je connaissais donc la situation du pays, je la comprenais. Le président Kučan est venu me voir pour me poser cette question: «Et vous, que feriez-vous?». «Je ne sais pas. J'ignore si vous êtes en bonne position pour déclarer l'indépendance, j'ignore si les citoyens la veulent ou s'ils veulent une confédération ou autre chose... Je ne sais pas. Si j'ai un conseil à vous donner, c'est celui-ci: ce que vous devez faire, faites-le sans attendre, demain. Ne laissez pas passer six mois car, d'ici là, la situation aura pourri». Depuis, Kučan dit toujours que c'est grâce à ce conseil que la situation a bien tourné: «Pujol m'a bien conseillé». Je ne crois pourtant pas avoir influencé sa décision, ou si peu... On m'a invité en Slovénie voici peu de temps, et j'y ai fait un voyage très agréable. La Slovénie est un pays splendide, exemplaire à beaucoup d'égards. En tant que président de la *Generalitat* de Catalogne, j'ai effectué beaucoup de voyages dans le but de favoriser le commerce et les investissements autant de nos entreprises à l'étranger que les investissements d'entreprises étrangères chez nous. Quand je suis allé en Hongrie, c'était pour que la Catalogne investisse en Hongrie; quand je suis allé au Japon, c'était pour que le Japon investisse ici; quand je suis allé en Chine, c'était pour que les Catalans investissent en Chine; quand je suis allé aux États-Unis faire un grand voyage à Palo Alto,

c'était pour les deux: que les Américains investissent ici, dans Hewlett Packard, et pour que nos entreprises investissent aussi aux États-Unis. Pour ce qui est de la Hongrie, j'y suis allé pour inaugurer deux usines catalanes, puis j'y ai fait un voyage en partie culturel. En effet, en 1999 ou 2000 – je ne m'en souviens pas avec précision mais peu importe – nous fêtions le fait que le pape Sylvestre II, dont le pontificat a duré de l'an 995 ou 997 à 1003, avait consacré l'indépendance de la Hongrie. Or, ce pape est spécial pour nous car il était d'origine française, même si ce qualificatif n'est pas tout à fait exact, puisque la France n'était pas encore un État. Ce pape était originaire d'Occitanie, une région de la France actuelle, et il était allé étudier à Ripoll, un monastère catalan. Il est resté trois ans à Ripoll. À cette époque, Ripoll, Barcelone et Vic étaient trois villes catalanes où l'on transmettait la culture arabe, qui était alors une culture de très haut niveau dans les domaines de la philosophie, la médecine, les mathématiques, l'agriculture, l'astronomie, etc. Cette culture était traduite, retranscrite et transmise vers l'Europe, ce qui faisait de Ripoll un lieu de très haut niveau intellectuel. C'est là qu'a étudié le pape Sylvestre II, qui a eu une certaine influence sur la Catalogne de cette époque. Dans ce contexte, nous voulions fêter le pape Sylvestre II, son passage en Catalogne et les répercussions pour la Hongrie, tout cela en relation avec l'inauguration des deux usines et une cérémonie à l'université de Budapest, où j'ai prononcé un discours. Cela a été l'occasion d'évoquer des faits historiques qui ont uni la Catalogne à la Hongrie. Mon objectif était d'étendre au niveau international la projection extérieure et la présence de la Catalogne en agissant à divers niveaux: l'histoire du pape Sylvestre II, l'inauguration des usines, la culture, l'université, la traduction de livres catalans en hongrois, la création d'une chaire de catalan à Budapest et jusqu'à l'évocation de certains faits historiques de la guerre de Succession. Je voulais surtout encourager les Catalans à aller voir du côté des pays d'Europe de l'Est, qui étaient à ce moment encore très peu connus: par exemple, la Pologne, où j'ai été plusieurs fois, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovaquie.

2. Les idées fédéralistes et l'évolution d'un sentiment européeniste en Espagne et en Catalogne

[Cristina Blanco Sío-López] Puisque vous avez mentionné Coudenhove-Kalergi et son ouvrage *Paneuropa*, je voudrais vous poser cette question: comment a évolué votre vision du fédéralisme en tant qu'option pour les États européens et pour le cas de la Catalogne?

[Jordi Pujol i Solel] Pour commencer, je n'ai jamais vraiment nourri l'espoir que l'Europe devienne quelque chose de ressemblant aux États-Unis. D'emblée, je me suis rendu compte que les processus historiques avaient été différents de part et d'autre. Je n'ai jamais cru à cela. L'Europe ne sera jamais identique aux États-Unis d'Amérique. Elle leur ressemble un peu du point de vue de l'organisation politique, mais elle doit aller au-delà de ce que j'appellerais les traités traditionnels entre puissances, les pactes, etc. L'Europe doit être quelque chose de plus organique, et elle l'est déjà. L'Union européenne va bien plus loin que les anciens traités ou alliances mais elle doit aller encore plus loin. Je dis cela en sachant que nous n'arriverons pas au même niveau d'intégration que les États-Unis d'Amérique, mais il faut tenir compte de l'histoire et de la réalité actuelle qui diffèrent de part et d'autre.

[Cristina Blanco Sío-López] En ce qui concerne la Catalogne ou l'État espagnol, avez-vous déjà envisagé cette option du fédéralisme?

[Jordi Pujol i Solel] Le fédéralisme en Espagne? Depuis des siècles, il y a eu constamment en Espagne une discussion ou une tension – dans le sens négatif mais aussi positif du terme – entre le pouvoir central, qui tente de tout homogénéiser et disons, de tout dominer, et la périphérie. Par périphérie, je ne parle pas seulement de la périphérie géographique mais aussi de la périphérie dans

le sens de la diversité des langues. En Catalogne, on parle catalan et castillan. Toutefois, la langue propre à la Catalogne, la langue qui l'identifie, lui donne une personnalité et une ambition a toujours été le catalan. Je regrette de ne pouvoir m'exprimer en catalan pour cet entretien, mais enfin... ce sera pour la prochaine fois. La langue, les institutions, l'histoire, le sentiment collectif... Toutes ces raisons ont généré en Espagne des tensions qui ont souvent été conflictuelles mais aussi, à d'autres occasions, des tensions positives, à l'origine d'efforts créatifs ou concurrentiels. À ce niveau, la Catalogne joue un rôle absolument déterminant. Par ailleurs, en Catalogne, la vocation européeniste a toujours été très marquée, que ce soit pour des raisons politiques, conjoncturelles ou historiques. Il faut avoir à l'esprit que l'Espagne, dans son ensemble, résulte en quelque sorte de la Reconquête face aux Arabes. Par conséquent, tous les royaumes qui ont affronté les Arabes entre le VIII^e siècle et le XII^e siècle étaient des royaumes qui essayaient de récupérer l'ancienne idée du Royaume de Tolède, le *Regnum Gothorum*, comme l'appelaient les classiques. En revanche, ce n'était pas le cas de la Catalogne. La Catalogne était la pointe, la forteresse avancée de l'Empire carolingien pour repousser les Arabes. Pour cette raison, elle s'est développée selon un autre principe constitutif, même du point de vue interne. Par exemple, le féodalisme y était plus prononcé qu'ailleurs car il venait d'Europe. La Catalogne a une autre langue et d'autres perspectives, elle se projette vers l'extérieur – chose qui lui a nui dans l'histoire –, vers le sud de la France, vers la Méditerranée, etc. Cette projection vers l'extérieur lui a été défavorable car elle a empêché la Catalogne de s'étendre davantage vers l'Espagne. Bien que la Catalogne ait toujours été un pays relativement petit, elle a résisté jusqu'à ce jour. Espérons qu'elle continue à résister. Par ailleurs, elle a apporté des contributions très importantes aux progrès de l'Espagne en général. Au cours des quatre ou cinq dernières décennies, par exemple, le rôle joué par la Catalogne a revêtu une grande importance dans tous les domaines: politique, économique et culturel. De plus, la Catalogne a beaucoup renforcé la vocation européenne de l'Espagne, contribué à l'intégration du pays. En effet, en Espagne, il y a eu des moments où le thème européen a été considéré avec suspicion, ce qui n'a pas été le cas en Catalogne.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez par exemple cité l'affirmation de Sánchez-Albornoz selon laquelle «nous, les Catalans, plus que tout autre peuple espagnol, avons toujours vécu ancrés dans la culture européenne; nous provenons de cette culture et nous alimentons d'elle»...

[Jordi Pujol i Solel] En effet, cela correspond exactement à ce que je viens de dire.

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais à présent vous demander ceci: de votre point de vue, comment le sentiment européeniste a-t-il évolué en Catalogne?

[Jordi Pujol i Solel] Le sentiment européeniste a diminué dans toute l'Europe. Ce que je veux dire, c'est que l'Europe traverse une mauvaise passe. Bien sûr, l'Europe jouit d'un très bon niveau de vie, elle applique un bon modèle. À de nombreux égards, le modèle européen est le meilleur du monde car il convient le mieux à la création et à la distribution de richesse. L'Europe a organisé sa société de façon très humaniste. Par contre, ce modèle est faible. Il est très positif du point de vue de la justice, des droits de l'homme, mais il manque de consistance, il est mou. On dit de l'Europe – et elle en est fière – qu'elle est adepte du *soft power*, et cette caractéristique est louable en ce qu'elle s'oppose au *hard power*, qui recourt à la force brutale. Toutefois, pour utiliser le *soft power*, il faut aussi montrer de la conviction et, à un moment déterminé, être capable d'affronter les situations. Il faut surtout que les gens aient envie de ressentir de l'affection pour l'Europe, de se sacrifier pour elle et d'agir de façon responsable à son égard. Et tout cela ne se fait pas assez.

3. Les principes d'une Constitution européenne et le modèle européen de l'État-providence

[Cristina Blanco Sío-López] Pensez-vous qu'une Constitution européenne pourrait améliorer cette situation?

[Jordi Pujol i Soley] La Constitution européenne, nous l'avons déjà. Elle constitue un grand progrès. Il y a trente ans, si on avait dit qu'on allait avoir une Constitution européenne, certains auraient dit: «Vous rêvez, vous n'avez pas les pieds sur terre». Pourtant, la Constitution existe bel et bien. Cette Constitution est donc un grand progrès mais elle n'est évidemment pas comme celle des États-Unis, elle est un peu *soft*, pour ainsi dire. La Constitution en soi ne fait pas progresser: il manque une attitude, une mentalité, une décision, une prise de responsabilité. C'est à ce niveau que l'Europe échoue. Par exemple, quand nous nous comparons aux Américains, nous ne comprenons pas qu'il n'y ait pas de système de protection sociale universelle aux États-Unis. Je crois que nous avons raison, que ce système fait partie de notre modèle, de notre mode de vie, etc. De leur côté, les Américains ne comprennent pas – et ils ont aussi raison – pourquoi les Européens ont tant de mal à assumer leurs responsabilités dans ces deux grands domaines: d'abord, pour transférer un maximum de compétences à l'État afin de laisser celui-ci résoudre les problèmes, ensuite pour assumer les responsabilités dans l'ordre personnel et l'ordre collectif européen. Et, bien sûr, pour être acteur de la politique mondiale, pour ne pas être peu à peu mis à l'écart, il faut être capable d'assumer des sacrifices, des responsabilités et des situations difficiles. C'est cela qu'on a du mal à faire en Europe.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous venez d'évoquer l'État-providence en Europe. Diriez-vous que cet État-providence est une des valeurs fondamentales de l'identité européenne?

[Jordi Pujol i Soley] Oui, sans aucun doute. Comme je le disais avant, le modèle européen est, à mon avis, celui qui combine le mieux la création de richesse et la distribution de richesse, la liberté politique et la sécurité. Nous pouvons en être fiers. Le problème, c'est que, comme notre système transfère une partie importante des responsabilités à l'État, le citoyen se sent moins responsable. Et le fait que le citoyen se sente moins responsable a pour effet d'affaiblir le pays et la société. C'est un risque qui pèse sur nous.

[Cristina Blanco Sío-López] Ne pourrait-on pas résoudre ce problème en instaurant un enseignement orienté davantage sur l'Europe et ses valeurs communes?

[Jordi Pujol i Soley] En fait, nous parlons de l'Europe, pas de l'Espagne. Qu'entendez-vous par un enseignement plus orienté sur l'Europe?

[Cristina Blanco Sío-López] Un enseignement dans lequel, partout en Europe, on étudierait selon un point de vue basé davantage sur les éléments communs, en respectant les diversités...

[Jordi Pujol i Soley] Oui, c'est sûr. Sur ce point, vous avez tout à fait raison, mais ce dont nous venons de parler ne relève pas de ce domaine. Il s'agit plutôt du fait d'assumer des responsabilités au niveau individuel et collectif.

[Cristina Blanco Sío-López] Oui, une chose qui correspond plutôt à une décision consciente de la personne et de la collectivité...

[Jordi Pujol i Soley] C'est cela: de la personne et de la collectivité.

4. Les «quatre moteurs de l'Europe», le Comité des régions et le rôle des partis et initiatives nationalistes catalans dans ce cadre

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais maintenant vous poser quelques questions au sujet des partis nationalistes en Europe: selon vous, quels sont les éléments communs à ces partis, leur nature et leurs objectifs? Comment les partis nationalistes européens ont-ils évolué? Pourriez-vous nous parler en particulier du parti *Convergència i Unió* (Convergence et Union) dans ce contexte européen?

[Jordi Pujol i Soley] Je peux en effet vous parler de *Convergència i Unió*. Le nationalisme catalan – du moins celui que j'ai représenté pendant mes années de politique – cherche à obtenir une véritable reconnaissance de la Catalogne et la garantie de maintenir l'identité de la Catalogne du point de vue linguistique, politique, culturel et financier. Nous voulons aussi disposer des instruments nécessaires, entre autres, pour intégrer l'immigration. Le nationalisme que j'ai représenté – qui est, je pense, majoritaire en Catalogne – ne vise pas la sécession, la séparation par rapport à l'Espagne. Il veut seulement que l'Espagne s'organise de façon à reconnaître la Catalogne en tant que société et en tant que nation. Nous, les Catalans, pensons tous que la Catalogne n'est pas qu'une simple région mais plutôt une nation. Nous voulons que la reconnaissance de la Catalogne en tant que société et nation soit possible dans ce cadre espagnol. Nos prétentions vont encore plus loin: comme nous faisons partie de l'Espagne, nous tenons à contribuer le plus possible à l'avancement général du pays. Et nous l'avons fait, de façon décisive, à divers moments de l'histoire espagnole. Depuis les trois ou quatre dernières décennies, nous avons ainsi eu une influence très importante et, à mon avis, positive sur l'ensemble de l'Espagne. Pour l'instant, ce n'est plus le cas. Nous sommes dans une période de tension entre la Catalogne et le restant de l'Espagne. Quoi qu'il en soit, les objectifs de notre nationalisme demeurent. En Catalogne, il y a des nationalistes qui prônent le séparatisme, mais nous avons réussi à maintenir les valeurs de notre nationalisme. Qui plus est, non seulement nous avons eu pour objectif d'établir ce cadre catalan – l'identité de la Catalogne, sa continuité, le progrès de la Catalogne, un projet spécifique – et de contribuer au progrès général espagnol, mais également nous sommes intéressés au thème européen. D'abord, comme disait Sánchez-Albornoz – chose que j'avais déjà dite auparavant, – nous nous sentons très profondément européens, et ce sentiment s'explique par l'histoire, notre culture, etc. Comme nous nous sentons profondément européens, nous avons tâché de contribuer – très modestement – au progrès européen en général. Au sein de l'Europe, nous avons défendu une position qui tient compte de toutes ces identités qui, dans certains cas, n'appartiennent pas à des États mais à des nations sans État: c'est le cas de la Catalogne, de l'Écosse, du Pays basque, etc. Dans d'autres cas, des régions n'ont pas de langue et de culture propres ni une vocation, disons, aussi définie. Ces régions ont parfois vraiment très peu de conscience spécifique, et d'autres sont puissantes: la Lombardie est puissante, tout comme la région Rhône-Alpes, le Bade-Wurtemberg et la Bavière. C'est cela que nous avons tenté en multipliant les contacts et les conférences et en apportant notre soutien aux mouvements de ce type. Pendant toute une période, nous avons travaillé de cette façon – avec succès durant quelques années – par le biais de l'Assemblée des régions d'Europe. À ce moment, l'Europe permettait de nombreuses ouvertures, notamment dans ce domaine. Par la suite, la situation est devenue défavorable car les États membres ont réagi contre cette évolution. Pour notre part, nous n'avions aucunement agi ni contre l'Espagne ni contre les autres États membres. En revanche, nous avons demandé à ce que l'Europe se structure en trois niveaux: le niveau européen, le niveau des États membres et le niveau des régions, avec un renforcement interne des régions ou des nations sans État et un renforcement des institutions européennes et, évidemment, le maintien des États en tant qu'éléments fondamentaux de la structure générale européenne, avec évidemment une perte de certaines compétences internes des États au profit des régions et des institutions européennes. À un certain moment, les États membres ont réagi très énergiquement contre la tendance régionale, et ce dans les deux sens: contre Bruxelles et

l'Europe, je dirais, et contre la situation interne. Les mouvements régionaux restent malgré tout importants. La Catalogne continue à peser d'un poids considérable en Espagne et, surtout, maintient son identité de façon très volontaire. Il en va de même pour l'Écosse, le Pays basque, la Galice, entre autres, ainsi que pour des régions puissantes comme les *Länder* allemands (Bavière, etc.). Il demeure que les États essaient de réduire le rôle des entités régionales. Ils essaient aussi de réduire celui des institutions européennes. C'est ce que j'appellerais l'égoïsme des États: les États ont perdu leur armée, leur monnaie, leurs frontières, la sécurité militaire, bref, une série de choses qui les avaient définis. Ils ont donc réagi dans les deux sens. Au bout du compte, tout cela a nui à l'esprit européen et au progrès de l'unification européenne. C'est pourquoi nous en sommes là.

[Cristina Blanco Sío-López] Quel rôle a joué le Comité des régions et les contraintes qu'il a subies?

[Jordi Pujol i Soley] Je crois qu'il a joué un rôle important à un certain moment. Je ne suis plus beaucoup la situation mais je pense que, par la suite, le Comité des régions a perdu beaucoup de poids et de force.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous évoquiez aussi ce groupe des «quatre moteurs» de l'Europe: les régions de Bade-Wurtemberg, de Lombardie, de Rhône-Alpes et la Catalogne...

[Jordi Pujol i Soley] Le Bade-Wurtemberg, la région Rhône-Alpes, la Catalogne et la Lombardie. Ces entités qui ont toutes une conscience régionale forte, dont certaines se considèrent comme des nations et d'autres non, ont voulu montrer un exemple de ce que pouvait être le régionalisme: le renforcement du Bade-Wurtemberg, un *Land* très puissant, très fort, la Lombardie, la Catalogne... Ce régionalisme vit encore mais il a perdu un peu de fraîcheur, tout comme l'Europe, malheureusement. Ainsi, l'Europe caressait des projets ambitieux. Voici vingt ans, elle a lancé l'idée de l'euro, une idée qui avait déjà été suggérée auparavant par le ministre luxembourgeois Werner. Le projet de Werner n'a pas abouti mais il a été ressorti par Delors. Les politiciens européens étaient plus européenistes qu'aujourd'hui. Jacques Delors a fait du beau travail, avec beaucoup d'envie et d'ambition. Il était un peu visionnaire, ce qui convenait très bien, mais il avait un autre atout: il pouvait compter sur Kohl et sur Mitterrand, qui exerçaient un leadership fort dans leurs pays respectifs et en Europe; en Espagne, nous avions Felipe González, un homme politique qui s'est aussi beaucoup investi dans ce projet, au niveau tant espagnol qu'européen, et a donc apporté une contribution positive à la création de l'euro; les Pays-Bas avaient Lubbers et la Belgique avait Dehaene. Dans l'ensemble, il existait une puissance et une capacité de leadership sur lesquelles on ne peut plus compter aujourd'hui. L'Europe a certains politiciens de haut niveau mais ce n'est plus comme à cette époque. Il y a une autre chose dont il faut tenir compte: l'Europe ne sera pas les États-Unis d'Amérique mais elle devra devenir plus que cela, elle devra dépasser le niveau du simple traité classique. Mais pour que cela marche, il faut toujours – que cela nous plaise ou non – que les Français et les Allemands soient d'accord. L'Europe fonctionnait toujours quand l'axe franco-allemand fonctionnait. Quand l'axe franco-allemand ne fonctionnait pas, l'Europe non plus. Pour l'instant, cet axe fonctionne à moitié; il fonctionne mieux qu'à certains moments mais moins bien qu'à d'autres moments. Il a par exemple très bien fonctionné avec Mitterrand et Kohl, de même qu'avec Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, ainsi qu'à l'époque de Schuman, d'Adenauer et De Gasperi; l'axe a bien fonctionné entre De Gaulle et Adenauer, malgré l'origine politique très différente de ces personnalités. Par la suite, quand cet axe n'a plus fonctionné, l'Europe a commencé à stagner. À présent, elle fonctionne à moitié.

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous maintenant nous parler d'initiatives telles que la création du *Patronato Catalán Pro Europa*, la délégation qui existe à présent...

[Jordi Pujol i Soley] Au gouvernement de *Convergència i Unió*, le gouvernement nationaliste catalan qui a régné pendant 23 ans, nous avons créé le *Patronato*. Comme à l'époque, le statut d'autonomie de la Catalogne et la législation espagnole ne nous permettaient pas de créer une sorte d'ambassade, nous avons créé le *Patronato*, qui a servi d'ambassade et, à mon avis, a très bien assumé cette fonction. Après, quand en 2004 le nouveau gouvernement s'est installé en Catalogne – un gouvernement également catalaniste mais d'une autre orientation politique –, un nouveau statut a été adopté. Étant donné que ce nouveau statut accordait davantage de compétence à la Catalogne en ce qui concerne la projection extérieure, le *Patronato* s'est transformé mais en restant dans la continuité de ce que nous avons créé à l'origine. Notre structure d'origine a donné de très bons résultats et je pense que celle d'aujourd'hui fait de même.

5. Le traité de Lisbonne et les défis européens de l'élargissement, de la politique euro-méditerranéenne et de la politique d'immigration

[Cristina Blanco Sío-López] Comment voyez-vous les perspectives par rapport au nouveau traité de Lisbonne?

[Jordi Pujol i Soley] Par rapport à quoi?

[Cristina Blanco Sío-López] Au traité de Lisbonne.

[Jordi Pujol i Soley] Le traité de Lisbonne constitue un progrès très important. Il peut nous inspirer de l'espoir. Pour l'instant, on ne constate pas que le traité de Lisbonne ait amélioré quoi que ce soit, mais il n'a pas encore été appliqué. Il faut savoir que le traité de Lisbonne a créé les bases permettant d'instaurer une meilleure cohésion et cohérence interne de l'Europe et de définir des objectifs collectifs plus ambitieux. Il faudra cependant attendre de voir ce que l'on en fera. Nous n'en sommes encore qu'au début. Ainsi, nous devons donner du temps au président Van Rompuy. C'est un homme que je ne connais pas mais tout le monde me dit du bien de lui. Il faut déjà savoir ceci: il est évident que ni la France ni l'Allemagne ni aucun autre pays n'ont voulu d'un président fort, ce qui était mauvais signe. Ils ont installé Van Rompuy à la présidence. Toutefois, d'après ceux qui le connaissent, Van Rompuy est un homme de grandes qualités politiques, humaines et morales. De plus, il est très tenace, intelligent et sait se faire respecter. Pour toutes ces raisons, j'ai l'espoir que Van Rompuy fasse démentir l'opinion de ceux qui voient en lui un président faible et de peu d'importance. Attendons de voir car il ne fait que commencer. Hormis un député britannique stupide, tout le monde respecte Van Rompuy, même le président du gouvernement espagnol. Celui-ci pensait probablement qu'il allait lui-même devenir président du Conseil, au lieu de quoi il a constaté subitement qu'il n'était plus président comme l'ont été ceux du système précédent de présidence tournante. Pour Lady Ashton, cela s'est moins bien passé. Elle a subi les effets d'une série de problèmes. J'ignore si Lady Ashton assumera bien sa fonction. Quoi qu'il en soit, il règne pour l'instant une ambiance un peu étrange au sein de l'Union européenne. Le Parlement européen a dit que Lady Ashton devait voyager à bord d'avions commerciaux. Ce qui est sûr, c'est que l'Union européenne a dépensé de l'argent de façon un peu légère, pour ne pas parler de gaspillage. Or le Parlement a dit que Lady Ashton ne peut pas disposer d'un avion, elle qui, en théorie, est maintenant l'homologue de Hillary Clinton, du ministre chinois des Affaires étrangères, du président Lula, de Poutine et de Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. Solana n'avait pas d'avion, mais il a lui-même déclaré ceci: «C'est une absurdité. Moi, je l'ai fait, mais tout cela n'a pas de sens». Bien sûr, tout ne se réduit pas à des problèmes d'avions. Il faudra surtout que M^{me} Ashton fasse bien son travail, et cela reste à voir. D'autant plus que, vues de l'extérieur, ses premières actions n'ont pas été brillantes. Mais enfin il faut la soutenir. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'il règne en Europe une certaine suspicion à l'égard de ce qui pourrait être un leadership fort. Un leadership que seules la

France et l'Allemagne pourraient exercer dans de telles conditions.

[Cristina Blanco Sío-López] Quel a été le rôle de la Catalogne dans le développement d'une politique méditerranéenne de l'Union européenne?

[Jordi Pujol i Soley] Un rôle important. Il faut savoir que la Catalogne est le point de rencontre de trois coordonnées, de trois forces. La Catalogne est née, comme dit l'historien...

[Cristina Blanco Sío-López] Sánchez-Albornoz...

[Jordi Pujol i Soley] C'est cela, Sánchez-Albornoz... La Catalogne est née avec une projection européenne. Notre première capitale était Aix-la-Chapelle. Je dis toujours cela et j'y suis d'ailleurs allé pour prononcer un discours sur ce thème. J'ai fait ce discours en 1985, peu de temps avant l'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne, la réalisation d'un objectif pour lequel nous nous sommes toujours battus. Ce discours s'adressait aux Catalans mais je l'ai prononcé à Aix-la-Chapelle et non en Catalogne. Il commençait ainsi: «Je viens des derniers confins de l'Empire». J'ai dû expliquer à mon public ce que j'entendais par là. Je lui ai dit aussi: «En fait, nous revenons en Europe». En effet, cela surtout depuis le XVI^e siècle, l'Espagne est restée en marge de l'Europe, soit repliée sur elle-même, soit en conflit non pas contre l'Europe mais du moins contre la configuration qui a fini par être celle de l'Europe. Mais nous voulons faire partie de cette Europe, c'est pourquoi nous rentrons au bercail. La Catalogne a donc bénéficié de l'influence européenne, de l'influence méditerranéenne et, sans aucun doute, de l'influence espagnole. Pour nous, la Méditerranée est fondamentale du point de vue historique, culturel, de la mentalité, etc. Il faut bien savoir que la Catalogne est du côté de la Méditerranée, avec ses avantages et ses inconvénients, pas du côté de l'Atlantique. Très souvent, le centre de gravité du monde européen a été la Méditerranée. Plus tard, ce centre de gravité s'est déplacé vers l'Atlantique, évolution qui nous a quelque peu mis à l'écart. Aujourd'hui, on ne sait plus exactement où il se trouve. Il ne serait plus dans l'Atlantique mais plutôt dans le Pacifique. Bien sûr, cette tendance pourrait impliquer – ou non – une perte de poids de la Méditerranée, puisque le Pacifique est encore plus loin. Si le centre de pouvoir se déplace vers l'Asie, compte tenu de tout ce que cela pourrait impliquer, l'Europe pourrait se voir un peu mise à l'écart... mais elle restera toujours importante. Toutefois, si elle tient à garder toute son importance, l'Europe doit établir des relations étroites avec l'Asie et, du point de vue économique et commercial, ces relations doivent passer par la Méditerranée. Par conséquent, la Méditerranée va regagner de l'importance. Nous avons donc agi avec nos moyens, sinon en exerçant des compétences, du moins par des discours, conférences, expositions, contacts, investissements, etc. Par la suite, nous avons tâché de convaincre le gouvernement espagnol. Je ne sais pas si nous avons convaincu Felipe González ou s'il l'était déjà, mais celui-ci a accepté l'idée que l'Espagne devait exercer un leadership au niveau européen et que la Catalogne voulait avoir un rôle dans ce leadership. C'est là l'origine de la conférence de Barcelone en 1995 et du processus de Barcelone. Ce processus a cependant accusé un coup d'arrêt car, après Felipe González, la politique espagnole ne s'est plus occupée de la Méditerranée, qui a subi de nombreux problèmes: le conflit israélo-arabe, le conflit entre le Maroc et l'Algérie, par moments les tensions entre la Grèce et la Turquie, tout le conflit des Balkans. Ce dernier conflit concerne l'Europe centrale mais aussi, en partie, la Méditerranée car il a de fortes répercussions sur l'Italie, un des grands pays méditerranéens. Ce qui se passe dans les Balkans touche beaucoup les Italiens, de même que les Grecs. De son côté, le monde arabe piétine. L'Europe a perdu ses ambitions dans la région, ambitions qu'elle n'a d'ailleurs jamais beaucoup poursuivies: elle a toujours été très difficile à convaincre, même les Français. Les Français veulent maintenant reprendre le flambeau qu'ils avaient lâché à un moment donné parce que l'Espagne s'était portée aux premiers rangs. Pour y arriver, Sarkozy a créé l'Union pour la Méditerranée. Nous verrons ce que cela donnera mais, pour l'instant, cette opération est douteuse. Elle est douteuse dans son intention et dans son développement.

[Cristina Blanco Sío-López] Estimez-vous que l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est a diminué l'importance de ce centre de gravité méditerranéen en Europe?

[Jordi Pujol i Soley] Le centre de gravité de l'Europe était en France et en Allemagne. Après, il y a eu une période où la Méditerranée a gagné du poids parce que l'Italie avait gagné du poids (avant cette étape un peu turbulente, elle était déjà dans l'Union depuis vingt ans). L'Espagne, le Portugal et la Grèce sont alors entrés dans l'Union européenne. Ces pays ont aussi connu un bon développement, et on a commencé à penser qu'effectivement l'Afrique du Nord était importante. Quand je voyageais en Europe, je disais toujours ceci: la frontière la plus délicate de l'Europe est la Méditerranée, surtout depuis la chute du mur de Berlin. Dans la région méditerranéenne, nous faisons frontière avec les pays en développement, avec l'explosion démographique, avec la grande migration et, en plus, avec un risque idéologique – islamiste et autre – mais l'Europe a du mal à comprendre cela. L'Europe du nord ne veut rien en savoir. Quand je donnais des conférences à Hambourg, à Stockholm ou en Angleterre, je remarquais l'absence d'intérêt pour tout cela. Quoi qu'il en soit, le centre de gravité était descendu mais il est à nouveau reparti vers le nord depuis, évidemment, l'adhésion de la Pologne, des pays d'Europe centrale et orientale, dont certains sont puissants. Par ailleurs, l'Italie, la France et l'Espagne n'arrivent pas à faire les choses correctement en Méditerranée mais il faut bien dire que cette région traverse de nombreux problèmes.

[Cristina Blanco Sío-López] Quelle est votre opinion au sujet d'une politique européenne de l'immigration?

[Jordi Pujol i Soley] Une telle politique est un grand défi. Il y a en Europe un problème, ce fait incroyable que les politiciens n'ont jamais accordé d'importance à la démographie. Je suis de ceux qui pensent que, pour faire de la politique, il faut connaître beaucoup de choses mais, surtout, les trois choses suivantes: connaître l'histoire, la géographie et la démographie. Combien nous sommes et nous serons, qui nous sommes; ce sont, en plus, des données faciles à obtenir: combien serons-nous d'ici vingt ans? Nous le savons déjà. Quelle sera la proportion de jeunes d'ici vingt ans? Nous le savons aussi. Quelle sera la proportion de personnes âgées d'ici vingt ans? Nous le savons déjà de façon approximative. Nous devrions utiliser ces données pour élaborer la politique. Pourtant, en Europe, cela ne se fait pas... Il n'y a que trois, voire quatre pays qui ont élaboré une politique de natalité: la France et les pays scandinaves. L'Irlande n'a pas élaboré une telle politique mais elle en a appliqué une. En Espagne, cette question a été accueillie par un désintérêt total. Cette absence de politique démographique est une donnée du problème, l'autre étant le vieillissement de la population. Ajoutons à cela l'immigration, car il existe vraiment de profonds déséquilibres entre notre monde et le monde africain, le monde sud-américain, le monde asiatique, d'où proviennent les Philippins, les Pakistanais, etc. qui arrivent ici. L'immigration est vraiment très nombreuse dans le cas de la Catalogne. Elle lui pose un défi considérable. En effet, alors que la Catalogne est petite et dotée de peu de pouvoir politique, elle est, à mon avis, le pays d'Europe qui reçoit le plus d'immigrés. L'immigration pose donc un problème à plusieurs égards, notamment du point de vue identitaire. Mais en dehors de la Catalogne, l'immigration est un thème avec lequel l'Europe a eu du mal et, évidemment, l'Espagne encore plus: il a fallu comprendre que c'était un sujet à débattre – n'appelons pas cela un problème car il est vrai que l'immigration peut aussi être un défi, une possibilité ou une opportunité. Toutefois, c'est une opportunité sur laquelle il faut bien travailler en ayant une orientation. En effet, tout comme l'immigration peut être une opportunité, elle peut devenir un grand désavantage. À mon sens, il serait bon que l'Europe ait une politique d'immigration la plus unifiée possible. À cause des différences entre les pays, il ne sera bien sûr pas possible d'établir une politique entièrement unifiée. Quoi qu'il en soit, l'Europe devrait envisager sérieusement la possibilité de mener une politique unifiée en matière d'immigration.

6. Les éléments constitutifs d'une identité européenne commune

[Cristina Blanco Sío-López] J'aurais une dernière question à vous poser: à votre avis, quelles idées ou quels éléments sont à la base d'une identité européenne commune qui peut aussi être complémentaire, régionale, étatique et européenne si elle s'inspire du principe de subsidiarité?

[Jordi Pujol i Solel] En fait, tout cela a posé un problème très sérieux lors des débats relatifs à la Constitution. Sans aucun doute, l'identité de tout peuple est forgée par son histoire et une série de valeurs. Des personnes ont défendu l'idée – à raison, je pense – que l'Europe était le résultat de la culture grecque, du christianisme ou du judéo-christianisme, en d'autres termes, du monde juif et du monde chrétien, de la culture grecque, de l'influence romaine, etc. Plus tard, les Lumières se sont ajoutées à ce fond historique: les Lumières de la France, de l'Allemagne et même des États-Unis. On dit que les Lumières ont eu deux grands courants. Moi, je dirais qu'il y en a eu trois: le courant français, le courant américain, ainsi que Goethe et Kant, qui y ont aussi apporté une contribution essentielle. Ajouté aux racines chrétiennes, à l'influence de la philosophie grecque, etc., tout cela a configuré l'Europe. Toutefois, lorsqu'il a été question d'élaborer la Constitution, certaines personnes ont rejeté catégoriquement toute référence à ces racines chrétiennes. Pour supprimer cette référence, il a également fallu supprimer les racines grecques et les Lumières. Par conséquent, dans la Constitution, on ne nous dit pas d'où nous venons, ce qui me semble une très grave erreur. Selon George Steiner, l'Europe s'explique par trois collines: le Golgotha, le Parthénon et le Capitole. J'y ajoute les Lumières et je crois que tout y est. Pourtant, rien de tout cela n'existe dans la Constitution ni dans les documents officiels; par contre, on y trouve les droits de l'homme. Je dirais qu'il n'y a rien d'autre, pas même les implications des concepts de démocratie, de respect des personnes, etc. En pratique, je crois qu'il y a autre chose qui configure l'Europe, une chose qui complète les autres: l'État-providence, c.-à-d. l'idée qu'il faut assurer le bien-être des personnes, une idée dérivée des Lumières et, plus encore, des idéaux socialistes et chrétiens. Pour moi, à l'exclusion du socialisme disons plus ou moins enragé et, évidemment, du communisme ou des attitudes très conservatrices, les deux grands partis qui configurent l'Europe depuis 1945 sont la démocratie chrétienne et la social-démocratie. Ces deux voix politiques teintées de libéralisme déterminent la mentalité politique qui, à son tour, génère ce que nous appelons l'État-providence. Tel est le message de l'Europe. Comme nous l'avons dit, je pense, au début de l'entrevue, ce message est bon et n'a qu'un seul défaut. Tout cela se construit et peut se construire davantage; la reconstruction européenne est un miracle, le fait qu'il n'y ait plus de guerre est un miracle et l'Union européenne est un miracle. Mais n'oublions pas que tout cela est possible, en partie grâce à l'aide que nous avons reçue des États-Unis, un facteur secondaire puisque cette aide n'a pas duré très longtemps: l'élément le plus décisif dans la reconstruction a été la protection militaire et économique, mais surtout militaire, des États-Unis. Par conséquent, cela nous a permis, pendant trente, quarante, cinquante ans, de créer une mentalité et une société qui – j'ai déjà émis cet avis – forment le meilleur modèle au monde. Ce modèle pourrait même finir par inspirer les Sud-Africains et les Chinois. Ce modèle confère un prestige et une projection à l'Europe mais son seul défaut est qu'il a été construit sur une très forte exigence de sécurité de la part des gens, sur une demande de confort ainsi que sur le renoncement des responsabilités individuelles. Il faudrait donc compléter ce modèle social et économique européen par une prise de possession, une réactivation ou un renforcement des valeurs fondamentales de responsabilité, d'exigence personnelle, etc.

[Cristina Blanco Sío-López] Je tiens, Monsieur Pujol, à vous remercier pour cette contribution qui nous honore car venant d'une personne qui considère l'amitié entre les peuples comme le noyau de la construction européenne.